

## Groupe Français du Monde, Ecologie et Solidarité

### Commission du commerce extérieur, du développement durable, emploi et formation – session mars 2016

Publié le [1 avril 2016](#) par [admin fdmes](#)



#### Commerce extérieur

Pour la thématique **Commerce extérieur**, la Commission s'est intéressée au fonctionnement du Comité stratégique de l'export (CSE) qui réunit les principaux acteurs, publics et privés, en charge de l'internationalisation des entreprises pour leur permettre de mieux se coordonner, y compris avec les régions. Le CSE est également responsable du site « France International » qui a pour vocation d'être le portail public/privé des PME/ETI à la recherche d'informations pour leurs démarches d'internationalisation. <http://www.france-international.fr/international-evidemment>

L'intervention de Dominique Brunin, membre du CSE, mais également Délégué général de CCI France International, a également permis de pointer du doigt la difficulté, observée dans divers pays, d'établir une ligne de démarcation nette entre les attributions de Business France et celles des CCI locales. Suite à un débat nourri sur le sujet, la **commission a constitué un groupe de travail** pour mener, pendant l'intercession, une enquête la plus objective possible sur les rôles et l'impact respectifs de ces deux entités.

La commission a également reçu deux jeunes entrepreneurs français ainsi que le président du mouvement des entreprises et représentations économiques françaises au Liban dont les témoignages nous ont apporté un éclairage diversifié sur les réalités du commerce extérieur français.

Enfin, regrettant que sa deuxième résolution proposant une modalité de participation des conseillers consulaires aux **Conseils économique et d'influence** sous la forme de candidature spontanée des CC ait été rejetée par l'administration, la commission – convaincu de l'importance de cette possibilité de participation – a émis une nouvelle proposition sous la forme d'une nouvelle résolution.

## Développement durable

Dans le cadre du volet **Développement durable**, nous avons reçu les représentants de la fondation *Surfrider Foundations Europe* dont les principaux objectifs sont la lutte contre la pollution des océans, l'information du public, la sensibilisation sur l'ampleur de la pollution et les enjeux de la protection de l'océan. Suite à cette audition, nous avons proposé, sous la forme d'une résolution adoptée à l'unanimité en séance plénière, ***qu'un partenariat soit noué entre Surfrider et l'AEFE***, notamment pour relayer au niveau des établissements les initiatives de sensibilisation et d'action initiées par Surfrider.

La commission s'est également intéressée à l'une des « familles » de soutien à l'export déployée par le MAEDI, la famille « Mieux vivre en ville ». Ce pôle a pour but, en collaboration avec Business France, de vendre l'expertise et le savoir-faire de la France en matière d'aménagement de ville durable, sous le label « Vivapolis – La créativité française pour la ville ». Le réseau des conseillers consulaires est fortement encouragé à valoriser l'existence de Vivapolis dans leurs pays d'implantation et à repérer des marchés éventuels. <http://business.youbuyfrance.com/vivapolis-fr/>

Enfin, la commission continue d'élaborer le règlement et les modalités organisationnelles du *Concours du développement durable de l'AFE*. Pour mémoire, lors de la session de mars 2015, la commission avait proposé en assemblée plénière la création d'un concours annuel permettant de valoriser et de récompenser la démarche vertueuse d'une entreprise de catégorie TPE/PME, créée à l'étranger par une personne de nationalité française, en matière de développement durable et de responsabilité sociale. Le deuxième objectif poursuivi par cette initiative est de donner une plus grande visibilité à l'AFE.

## Emploi et Formation professionnelle

La thématique **Emploi et Formation professionnelle** a été traitée par la commission sur la base de l'enquête réalisée par Français du Monde-adfe sur

- la tenue de conseils consulaires pour l'emploi depuis la mise en place de la réforme
- l'information des conseillers consulaires concernant la formation professionnelle et notamment la réforme induite par le transfert de compétence aux régions

La participation à l'enquête représente 64% des postes consulaires. Elle a permis de constater que **68% des postes n'ont pas tenu de conseils consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle** depuis la mise en place de la réforme de la représentation des français établis hors de France, alors même que la loi et le décret prévoient la tenue de ces conseils. Concernant la formation professionnelle, il est apparu que **83% des postes n'ont donné aucune information** sur le sujet.

Autour de cette thématique, la Commission a reçu une représentante de L'Association des régions de France et un responsable de Pôle emploi, tous deux chargés de l'accompagnement des candidats français vivant à l'étranger et intéressés par une formation professionnelle en France. ***Une procédure de candidature en ligne est en place depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016.*** Les échanges font apparaître que seul une cinquantaine de candidatures sont reçues par an. Dans le même temps, on constate un déficit d'information chronique sur le sujet.

Le thème de la tenue des conseils consulaires pour l'emploi a été plus particulièrement traité avec deux représentantes du MAEDI, Mme Mancip et Mme Burgy.

Déplorant les conclusions précitées de l'enquête, la Commission a émis deux résolutions. Enfin, regrettant une fois de plus que les demandes faites à l'endroit du Centre Charles Peguy, notamment en termes de facturation des entreprises et d'établissement d'un rapport d'étape, n'ont toujours pas été suivies d'effet, la commission a émis une nouvelle motion.

*Anne Henry-Werner*